



**Strasbourg, 27 février 2006**

[[PC-OC /inf 73 bil –Roumanie. Guide de législation]

**PC-OC / Inf 73**

**Bil**

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS**  
**(CDPC)**

**COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS**  
**(CDPC)**

**Committee of Experts on the Operation of European Conventions  
in the penal field  
(PC-OC)**

**Comité d'experts sur le fonctionnement  
des Conventions européennes dans le domaine pénal  
(PC-OC)**

**ROUMANIE**

**Guide de législation et procédures roumaines  
sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale**

**Guide of Romanian legislation and procedures  
on international judicial cooperation in criminal matters**

**ROUMANIE****MINISTERE DE LA JUSTICE**

**Documents soumis à l'occasion de la 51<sup>ème</sup> réunion de PC – OC,  
Strasbourg, 1-3 mars 2006, par M. Florin Răzvan RADU, Directeur de la  
Direction du Droit international, coopération judiciaire et affaires  
juridiques étrangères, représentant de la Roumanie auprès le PC – OC**



ROUMANIE  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DU DROIT INTERNATIONAL, COOPERATION JUDICIAIRE  
ET AFFAIRES JURIDIQUES ETRANGERES  
Cabinet du directeur

---

Bucarest, le 28 février 2006  
No. 19679/2006

**M. Humbert de BIOLLEY**  
Division de la Justice Pénale  
Département des Problèmes Criminels  
DG I – Affaires Juridiques  
Conseil de l'Europe  
67065 Strasbourg, France

**Cher Monsieur BIOLLEY,**

Veillez trouver, ci – joints, les documents suivants:

- 1. « Guide de législation et procédures roumaines sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale » (dont la version anglaise «Guide of Romanian legislation and procedures on international judicial cooperation in criminal matters » est également attachée);**
- 2. La liste des traités bilatéraux et multilatéraux auxquels la Roumanie en est partie, mise à jour le 28 février 2006 (seulement en Anglais);**
- 3. Réponse de la Roumanie au questionnaire sur la protection des témoins (seulement en Anglais);**
- 4. Réponse de la Roumanie au questionnaire sur le transfèrement des personnes condamnées (seulement en Anglais).**

J'espère que ces documents facilitent la tâche du Secrétariat de mettre à jour les informations sur les pays membres disponibles sur le site [www.coe.int/tcj](http://www.coe.int/tcj) et seront également des instruments utiles pour les membres de PC - OC. A cet égard, je vous prie de les utiliser afin d'actualiser les informations sur la Roumanie compris dans les différent guides de procédures élaborés au sein du PC - OC.

**Cordialement,**

**Florin Răzvan RADU,**  
Directeur,  
Représentant de la Roumanie auprès le PC – OC

**ROUMANIE**



**MINISTERE DE LA JUSTICE**  
**Direction de Droit international, coopération judiciaire et affaires juridiques**  
**étrangères**

**Guide de législation et procédures roumaines sur la coopération judiciaire**  
**internationale en matière pénale**

**SOMMAIRE**

<b>Chapitre 1<sup>er</sup></b> <b>Le cadre juridique et institutionnel roumain sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale – une voie vers l’intégration de la Roumanie dans l’espace judiciaire commun européen .....</b>	<b>3</b>
<b>Chapitre 2</b> <b>L’extradition .....</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre 3</b> <b>La Transmission des procédures pénales .....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre 4</b> <b>L’entraide judiciaire en matière pénale .....</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre 5</b> <b>Le transfèrement des personnes condamnées et la reconnaissance des jugements étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>Chapitre 6</b> <b>Les autorités compétentes, points de contact et liens utiles .....</b>	<b>12</b>

## Chapitre 1<sup>er</sup>

### Le cadre juridique et institutionnel roumain sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale – une voie vers l'intégration de la Roumanie dans l'espace judiciaire commun européen

En tant que pays qui se trouve dans la phase finale du processus d'adhésion à l'Union Européenne, la Roumanie a dynamisé ses efforts afin de s'intégrer dans l'espace judiciaire commun européen, pour lequel une coopération judiciaire pénale basée sur la reconnaissance et la confiance mutuelle, représente la pierre angulaire.

A cet égard, la loi roumaine sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale adoptée en juin 2004 (Loi no. 302/2004) est harmonisée avec les plus nouveaux instruments européens dans ce domaine, y compris ceux adoptés dans le cadre de l'Union.

Cette loi transpose, parmi d'autres, les dispositions de la Convention de l'UE du 29 mai 2000 sur l'entraide mutuelle en matière pénale et celles du deuxième Protocole additionnel à la Convention homologue du Conseil de l'Europe et la décision cadre sur les équipes communes d'enquêtes, ainsi que les Conventions de 1995 et 1996 de l'UE sur les procédures simplifiées d'extradition. Par conséquent, on dispose maintenant d'un cadre juridique qui permet une coopération efficace, notamment avec les pays membres de l'Union Européenne. Ainsi, auditions par vidéoconférence, équipes communes d'enquête, livraisons contrôles, surveillance transfrontière et d'autres techniques modernes d'enquête sont désormais réglementées par la législation roumaine.

Il faut souligner que la loi contient un chapitre spécial sur la mise en œuvre de la décision cadre du 13 juin 2002 sur le mandat d'arrêt européen et les procédures de remise entre les pays membres de l'Union Européenne. Ce chapitre va entrer en vigueur depuis la date de l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne.

Vu l'évolution continue de l'acquis communautaire dans cette matière, le 5 Janvier 2006 le Gouvernement de la Roumanie a approuvé un projet de loi pour la modification de la loi no. 302/2004, qui a été soumis à l'adoption du Parlement en février 2006. Les changements visent notamment de corriger quelques problèmes constatés dans la pratique durant la première année d'application de la loi et d'éviter les problèmes auxquels les pays membres de l'Union Européenne se sont confrontés dans la mise en œuvre du mandat d'arrêt européen. En outre, on a ajouté de dispositions concernant la transposition de l'acquis Schengen.

En ce qui concerne la mise en œuvre, il faut préciser que la Roumanie vient justement de signer, le 2 décembre 2005, à Bruxelles, un Accord de coopération avec Eurojust, visant à détacher un procureur roumain à la Haye, jusqu'à la date de l'adhésion à l'Union, à partir de laquelle on va nommer le membre national au Eurojust. Néanmoins, la Roumanie participe depuis 2002 aux réunions plénières du Réseau Judiciaire Européen, pour lequel on a désigné des points de contact, et a organisé un Réseau nationale similaire, qui tient plusieurs réunions chaque année.

## Chapitre 2

### L'extradition

#### 2.1. Le cadre juridique

##### a) Les conventions multilatérales

- La Convention européenne d'extradition, Paris, le 13 décembre 1957 (ETS 024)
- Le Protocole additionnel à la Convention européenne concernant l'extradition, Strasbourg, le 15 octobre 1975 (ETS 086)
- Le Deuxième protocole additionnel à la Convention européenne concernant l'extradition, le 17 mars 1978 (ETS 098)
- D'autres dispositions relevantes des Conventions de l'ONU.

b) Les traités bilatéraux<sup>1</sup>

L'Algérie, Le Brésil, Le Royaume Uni de Grande Bretagne et de l'Irlande de Nord<sup>2</sup>, Bosnie – Herzégovine, La Chine, Le Corée de Nord, Le Cuba, L'Egypte, Le Maroc, La République de Moldavie, Mongolie, La Syrie, Les Etats-Unis, Le Tunis.

## c) La réciprocité

## d) La législation nationale

- La constitution de Roumanie – art.19
- La Loi no. 302/2004 sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale

## 2.2. Procédure d'extradition

### 2.2.1. L'extradition vers d'autres pays

La présente section s'applique aussi lorsque l'extradition est demandée conformément aux traités sur l'extradition ou conformément au principe de réciprocité.

## a. L'extradition des citoyens étrangers

## a. 1. La détention de la personne qui fait l'objet de l'extradition

- L'arrêt provisoire en vue de l'extradition (conditions et chaînes de communication)

Quant à l'arrêt provisoire en vue de l'extradition, celui-ci se fait seulement sur demande, de la manière suivante :

- Pour les Etats membres de ETS 024 : cela est possible, conformément à l'article 16 de cette convention, par l'intermédiaire de l'Interpol ;
  - Pour les autres Etats : cela est en principe possible, conformément aux prévisions du traité bilatéral et de la Loi 302/2004, par l'intermédiaire de l'Interpol.
- L'arrêt en vue de l'extradition (conditions et voies de communication)
- Conformément à l'article 46 de la Loi no. 302/2004, dans des cas d'urgence, l'Etat requérant peut demander l'arrêt provisoire de la personne sollicitée, même avant que la demande d'extradition soit formulée.
  - La demande d'arrêt provisoire doit préciser l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un ordre de détention, un résumé des faits indiquant, en principal la date et l'endroit où les infractions ont été commises, les dispositions légales relevantes, aussi que des informations sur l'identité de la personne sollicitée, en indiquant aussi la citoyenneté et l'endroit où la personne sollicitée peut se trouver, si cela est possible. La demande sera accompagnée par une traduction en roumain ou en anglais ou en français.
  - **La demande d'arrêt provisoire doit être adressé au Ministère de Justice, directement, par e-mail, télégraphe, télex ou par fax ou par des voies diplomatiques ou par Interpol.**
  - Le Ministère de Justice procède à la vérification la légalité internationale de la demande et transmet la demande d'arrêt provisoire au procureur général compétent. Le procureur général de la cour d'appel compétente procède à l'identification et présente le cas en face de la cour d'appel pour procéder ensuite à l'arrêt provisoire en vue de l'extradition et pour solutionner la demande d'extradition.
  - Conformément à l'article 46 paragraphe 6) de la Loi no. 302/2004 et à l'article 16 de la Convention Européenne d'extradition, l'arrêt provisoire peut cesser si, dans un intervalle de 18 jours de l'arrêt de la personne visée, l'Etat roumain n'a pas reçu le demande d'extradition et les documents qui doivent accompagner cette demande, et va cesser de toute façon après

<sup>1</sup> Avec les membres de ETS 024 : conformément à l'article 28 de ETS 024, la Convention remplace les prévisions de tout traité bilatéral, conventions ou accords gouvernant l'extradition entre tous deux Parties Contractantes.

<sup>2</sup> Par ce que le Royaume Uni de Grande Bretagne et de l'Irlande de Nord est membre de ETS 024, les dispositions du traité s'applique seulement pour le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande.

40 jours si pendant cette période la demande d'extradition et les documents nécessaires ne sont pas reçus. La mise en liberté provisoire n'exclut ni un nouvel arrêt en vue de l'extradition, ni l'extradition elle-même si la demande d'extradition est reçue ultérieurement.

- Il faut remarquer que si l'arrêt est demandé conformément à un traité bilatéral, le même terme est valable à l'exception des cas où les prévisions du traité bilatéral spécifient d'autres termes plus longs de 40 jours.
- Au cas où il y a une demande d'arrêt provisoire, les autorités roumaines compétentes procèdent à l'identification et l'arrêt de la personne sollicitée, conformément aux règles mentionnées ci-dessus. Ce n'est pas dans tous les cas obligatoire de procéder à l'arrêt provisoire de la personne sollicitée.

#### a. 2. La demande d'extradition

- La voie de communication

La communication se réalise par l'intermédiaire de l'Autorité Centrale (Le Ministère de Justice) ou par des voies diplomatiques, conformément aux prévisions du traité applicable.

- La forme et le contenu d'une demande

Dans le but de réaliser cette procédure, la demande sera accompagnée de :

- a) l'original ou une copie authentifiée de l'ordre de condamnation ou de la sentence ou ordre de détention immédiatement applicable ou du mandat d'arrêt ou un autre ordre ayant le même effet issu conformément à la procédure décrite dans la législation de l'état sollicitant ;
- b) une présentation des infractions pour lesquelles l'extradition est demandée. Le moment est l'endroit où elles ont été commises, leur description juridique et les prévisions légales applicables seront présentés le plus de précision possible ; et
- c) une copie des textes pertinents de la loi ou, la ou il est possible, une déclaration de la loi relevante et une description aussi précise que possible de la personne qu'on cherche, de même que toute autre information qui peut aider à établir son identité et nationalité.

#### b. L'extradition des citoyens roumains

L'extradition des citoyens roumains dans d'autres pays qui embrassent les mêmes valeurs démocratiques, est apparue nécessaire dans le processus d'adhésion à l'Union Européenne.

Pendant, l'extradition de Roumanie des citoyens roumains est réglementée comme exception par la Constitution révisée en 2003.

La loi fondamentale republiée, après avoir établi la règle conformément à laquelle les citoyens roumains ne peuvent pas être extradés (et expulsés) de Roumanie, prévoit à l'article 19 paragraphe 2 que "en tant que dérogation des prévisions de l'article 1, les citoyens roumains peuvent être extradés conformément aux conventions internationales auxquelles la Roumanie en est partie, conformément à la loi et au principe de réciprocité".

Ainsi, il a été nécessaire d'établir par la législation les conditions où les citoyens roumains peuvent faire l'objet de l'extradition de Roumanie. C'est à partir des solutions adoptées par les autres pays qui déroulent des procédures d'extradition de leurs propres citoyens, tenant compte de l'intention des législateurs constitutionnels que l'extradition des citoyens roumains soit une exception, que la Loi no. 302/2004 établit une série de conditions sévères et exhaustives concernant l'extradition des citoyens roumains de Roumanie, à fin de leur assurer une meilleure protection.

L'article 24 prévoit que "les citoyens roumains peuvent être extradés de Roumanie conformément aux conventions internationales ratifiées par la Roumanie et conformément au principe de réciprocité, seulement si l'une des conditions suivantes est remplie :

- a) en vue des poursuites pénales et du jugement, si l'Etat requérant fournit des garanties considérées suffisantes que dans le cas où la personne extradée est condamnée à privation de liberté par une décision définitive du tribunal, la personne qui fait l'objet de l'extradition sera transférée en Roumanie pour purger sa peine ;
- b) la personne qui fait l'objet de l'extradition a le domicile sur le territoire de l'Etat requérant à la date à laquelle la demande d'extradition a été formulée ;
- c) la personne qui fait l'objet de l'extradition est aussi citoyen de l'Etat requérant ;

- d) la personne qui fait l'objet de l'extradition a commis une infraction sur le territoire de ou contre un citoyen d'un Etat Membre de l'Union Européenne si l'état sollicitant est membre de l'Union Européenne. "

Ainsi, un citoyen roumain peut être extradé dans les conditions suivantes :

- si la Roumanie et l'Etat requérant ont conclu une convention applicable dans ce domaine ;
- si l'Etat requérant déclare aussi qu'il accepte extradier ses citoyens ;
- si les conditions de l'article 24 Loi no. 302/2004 sont remplies.

Au cas où l'extradition n'est pas accordée, sur la demande de l'Etat requérant, le cas est soumis à l'autorité roumaine compétente dans le domaine des procédures pénales. Dans ce but, les dossiers, les informations et les preuves relatifs à l'infraction commise par la personne recherchée seront transmis au Ministère de Justice. Ultérieurement, l'Etat requérant sera informé concernant le résultat d'une telle procédure.

Nota bene : A partir de la date de l'adhésion de la Roumanie à l'UE, les procédures d'extradition seront remplacées dans les relations avec les autres pays membres, par les procédures de remise suite à un mandat d'arrêt européen.

### **Chapitre 3**

#### **La transmission des procédures pénales**

##### **3.1. Le cadre juridique**

a) Les conventions multilatérales

- Art. 6 paragraphes 2 de la Convention Européenne d'extradition, Paris, le 13 décembre 1957 (ETS 024)
- Art. 21 de la Convention Européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, Strasbourg, le 20 avril 1959 (ETS 030)
- La Convention Européenne sur la transmission des procédures pénales, Strasbourg, le 15 mai 1972 (ETS 073)
- Les dispositions applicables des Conventions ONU

b) Les traités bilatéraux

c) La législation nationale

- La Loi no. 302/2004 sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale

##### **3.2. La voie de communication**

La demande sera transmise directement :

- au Ministère de Justice, pour l'étape judiciaire ;
- au Parquet auprès la Haute Cour de Cassation et de Justice, pour les poursuites pénales.

La demande peut aussi être transmise par voie diplomatique, conformément aux prévisions applicables de la Convention et puis transmise à l'Autorité Centrale ainsi qu'on a spécifié ci-dessus.

### **Chapitre 4**

#### **L'entraide judiciaire en matière pénale**

##### **4.1. Le cadre juridique**

a. Les conventions multilatérales

- la Convention Européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, Strasbourg, le 20 avril 1959 (ETS 030) le Premier Protocole Additionnel (ETS 099) et le deuxième Protocole Additionnel (ETS 182)
- les Conventions ONU

#### b. Les traités bilatéraux<sup>3</sup>

- L'Albanie, L'Algérie, Le Belgique, Bosnie – Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, la République Tchèque, la Chine, le Corée de Nord, la Croatie, le Cuba, L'Égypte, la France, le Grèce, l'Italie, le Maroc, la République de Moldavie, la Pologne, la Russie, Serbie – Monténégro, la Syrie, la Slovaquie, Les Etats-Unis, le Tunis, l'Hongrie.

#### c. La législation nationale

- La Loi no. 302/2004 sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale
- Le Code de Procédure Pénale

### 4.2. Les voies de communication et les documents nécessaires

En général, les demandes d'entraide, adressées aux autorités judiciaires roumaines doivent être transmises et retournées par l'intermédiaire des autorités centrales :

- le Ministère de Justice si les procédures concernent les juridictions;
- le Parquet auprès la Haute Cour de Cassation et de Justice, au cas où les procédures concernent l'étape des poursuites pénales ;
- le Ministère de l'Administration et de l'Intérieur, au cas où la demande concerne les casiers judiciaires.

A remarquer, conformément à l'article 14 de la Loi no. 302/2004, les demandes **peuvent être envoyées directement** par les autorités judiciaires formulant la demande aux autorités judiciaires sollicitées si l'instrument juridique international applicable dans la relation entre l'Etat requérant et l'Etat requis régit ce type de transmission. En outre, les demandes d'entraide judiciaire internationale peuvent être envoyées directement par les autorités judiciaires formulant la demande aux autorités judiciaires sollicitées en cas d'urgence, avec une copie des celles-ci sera simultanément envoyée au Ministère de Justice ou au Parquet auprès la Haute Cour de Cassation et Justice, selon le cas.

Les demandes peuvent aussi être directement transmises :

- par l'intermédiaire de l'Organisation Internationale de la Police Criminelle (Interpol)
- conformément à un accord entre l'Etat requérant et l'Etat requis, par moyens électroniques, plus particulièrement par fax, là où possible, si l'authenticité et la confidentialité de la demande aussi que la crédibilité des informations envoyées sont garanties.

### 4.3. La demande d'entraide

#### Une demande d'entraide doit inclure:

- l'autorité qui demande l'entraide;
- l'autorité requise;
- un description de l'entraide demandée (une liste détaillée des procédures sollicitées) ;
- une description des faits présumés à constituer l'infraction et le texte de la loi applicable, excepté les cas des demandes de documents ;

<sup>3</sup> Avec les pays signataire de ETS 030 :

A voir l'art. 26 de ETS 030 : « 1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 de l'article 15 et du paragraphe 3 de l'article 16, la présente convention abroge, en ce qui concerne les territoires auxquels elle s'applique, celles des dispositions des traités, conventions ou accords bilatéraux qui, entre deux Parties contractantes, régissent l'entraide judiciaire en matière pénale. 2. Toutefois la présente convention n'affectera pas les obligations contenues dans les dispositions de toute autre convention internationale de caractère bilatéral ou multilatéral, dont certaines clauses régissent ou régiront, dans un domaine déterminé, l'entraide judiciaire sur des points particuliers. 3. Les Parties contractantes ne pourront conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs à l'entraide judiciaire en matière pénale que pour compléter les dispositions de la présente convention ou pour faciliter l'application des principes contenus dans celle-ci. »

- le nom et l'adresse de la personne qui fait l'objet de la demande ;
    - dans ce but, l'adresse doit inclure pour les villes : la localité, le district, la rue, le numéro de l'appartement où la personne cherchée vit, et pour les communes : le district, la commune et le village ; là où il est nécessaire, il faut indiquer toute autre information nécessaire à établir l'adresse de la personne cherchée ;
    - une demande pour transmettre une assignation ne sera pas envoyée à l'autorité roumaine plus tard de 40 jours avant la date où la personne doit comparaître ;
  - les motivations et les détails concernant toute procédure ou formalité particulières que l'état formulant la demande requiert à être suivies.
  - l'indication de tout terme limite de temps pour solutionner la demande, et les raisons justifiant le terme limite de temps ;
  - d'autres informations nécessaires pour l'exécution adéquate de la demande.
- La demande, les documents qui l'accompagnent et les communications ultérieures seront accompagnés par une traduction dans la langue roumaine ou en anglais ou en français.

### **Les principales procédures qui peuvent être accomplies:**

- prendre des témoignages ou des déclarations des personnes concernées
- instruire une affaire (y compris un interrogatoire contradictoire, l'identification des personnes et des objets)
- fournir des documents judiciaires
- effectuer de perquisitions et de saisies
- fournir des preuves et des éléments probatoires
- fournir des documents originaux ou des copies certifiées des documents pertinents et des dossiers
- utiliser des moyens spéciaux d'investigation
- fournir des dossiers judiciaires et échanger des informations contenues dans ces dossiers.

## **Chapitre 5**

### **Le transfèrement des personnes condamnées et la reconnaissance des jugements étrangers**

#### **5.1. Le Cadre juridique**

##### a) Les conventions multilatérales

- La Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées, Strasbourg, le 21 mars 1983 (ETS 112)
- Le Protocole Additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées, Strasbourg, le 18 décembre 1997 (ETS 167)
- La Convention Européenne concernant la validité internationale des jugements répressives, La Haye , le 28 mai 1970 (ETS 070)

##### b) Traités bilatéraux

Egypte, République de Moldavie, Turquie

##### c) Législation interne

- La Loi no. 302/2004 sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale
- Le Code de Procédure Pénale

#### **5.2. Le transfèrement des personnes condamnées**

##### **5.2.1. Conditions**

Le transfèrement des personnes condamnées peut se réaliser dans certaines conditions :

- 1) si la personne concernée est de la nationalité de l'état ayant prérogatives administratives, lorsque la Roumanie est l'état où la sentence a été passée ;

- 2) si le jugement est définitif, lorsque la Roumanie est l'état ayant prérogatives administratives ou l'état où la sentence a été passée ;
- 3) si au moment où la demande de transfert est reçue la personne visée a encore 6 mois de la sentence ou si la sentence est pour une période indéterminée, lorsque la Roumanie est l'état ayant prérogatives administratives ou l'état où la sentence a été passée ;
- 4) si la personne concernée consent au transfert ou si, étant donné son âge ou sa condition mentale, le représentant légal de cette personne donne son consentement, lorsque la Roumanie est l'état ayant prérogatives administratives ou l'état où la sentence a été passée ;
- 5) si les actions ou inactions pour lesquelles la sentence a été prononcée constituent une infraction de nature pénale conformément à la législation de l'état ayant prérogatives administratives ou pourraient constituer si elles étaient commises sur son territoire, lorsque la Roumanie a des prérogatives administratives ;
- 6) s'il y a un accord dans ce sens.<sup>4</sup>

### **5.2.2. Le transfèrement de Roumanie**

Si une personne condamnée par l'autorité judiciaire roumaine cherche à être transférée dans l'Etat ayant des prérogatives administratives, cette personne peut adresser une demande soit à l'Administration Nationale des Pénitentiaires par l'intermédiaire de la direction des Pénitentiaires, ou adressée directement au Ministère de Justice en tant qu'autorité centrale coordonnant la procédure. Le transfert peut être également demandé par l'état ayant des prérogatives administratives par son autorité centrale lorsque la personne condamnée s'y est adressée.

a) Dans le but de cette procédure, le Ministère de Justice recueillera les documents pertinents et les transmettra à l'autorité centrale de l'état ayant des prérogatives administratives. Ultérieurement, celui-ci devra fournir les suivants :

- i. un certificat ou un document montrant que la personne condamnée en est citoyen ;
- ii. une copie ou un certificat de la loi applicable, des prévisions montrant que les actions ou inactions pour lesquelles la sentence a été prononcée constituent une infraction conformément à la législation de l'état à prérogatives administratives ou pourraient constituer si elles étaient commises sur son territoire ;
- iii. une déclaration concernant la manière d'application : application immédiate de la sentence ou conversion de la sentence dans une sentence de l'état ayant des prérogatives administratives.
- iv. les documents seront accompagnés par leur traduction en langue roumaine ou dans l'une des langues acceptées conformément à la convention applicable, le plus souvent l'anglais ou le français.

b) Dès que l'état administratif communique les documents spécifiés ci-dessus, le Ministère de Justice examine les documents et, selon le cas, prend les mesures nécessaires pour s'assurer que la documentation soit complète, indiquant à l'état ayant des prérogatives administratives les documents qui doivent être encore transmis, et aussi pour assurer la traduction des documents. Les documents sont ensuite transmis au procureur compétent pour que l'affaire soit présentée devant l'instance qui va se prononcer. La décision est appellable aussi par la personne condamnée que par le procureur. La décision finale est communiquée au Ministère de Justice.

c) La procédure de translation du condamné entre dans la responsabilité du Ministère de l'Administration et de l'Intérieur par l'intermédiaire du Bureau National Interpol.

### **5.2.3. Le transfèrement en Roumanie**

Dans le cas d'un citoyen roumain condamné par les autorités judiciaires de l'Etat où la sentence a été prononcée, le transfèrement peut être demandé par le condamné lui-même soit directement au Ministère de Justice de Roumanie, soit par l'intermédiaire de l'ambassade roumaine, ou peut être demandé par l'état où la sentence a été prononcée.

---

<sup>4</sup> Conformément à la législation roumaine, la décision concernant le transfèrement d'une personne condamnée est prise par l'autorité judiciaire compétente, conformément à la législation interne. La caractéristique principale de cette procédure est celle que seulement l'autorité judiciaire a la compétence de décider à l'égard de la demande de transfert, et de prendre les décisions nécessaires. Le Ministère de Justice a seulement le droit de coordonner cette procédure pour faciliter sa mise en pratique (comme par exemple enregistrer la demande, centraliser et préparer les documents fournis, transmettre les documents), mais aussi d'assurer une solution prompte de la procédure.

- a) Dans le but d'accomplir cette procédure, l'état où la sentence a été prononcée transmettra au Ministère de Justice de Roumanie les documents suivants :
- i. des données personnelles du condamné, le nom, la date et l'endroit de naissance et son adresse ;
  - ii. une présentation des fait commis ;
  - iii. une copie certifiée de la décision définitive et de la loi applicable ;
  - iv. des informations concernant l'exécution de la sentence, y compris des données relative à toute détention provisoire ;
  - v. le consentement du condamné quant à son transfèrement, ou sa déclaration si celui-ci fait l'objet d'un ordre d'expulsion ou de détention ;
  - vi. le rapport médical ou social concernant le condamné, toute information concernant le traitement suivi par le condamné et toute indication de prescription médicale.
  - v. les documents seront accompagnés par une traduction en Roumain ou dans une des langues acceptées conformément à la convention applicable, d'habitude l'anglais ou le français
- b) Les documents seront examinés par le Ministère de Justice et transmis au procureur compétent pour présenter l'affaire devant une instance qui va prononcer une décision. La décision est appellable par le condamné aussi que par le procureur. La décision définitive est communiquée au Ministère de Justice qui informe l'état ayant prérogatives administratives concernant la décision prononcée par l'instance roumaine.
- c) La procédure de translation du condamné entre dans la responsabilité du Ministère de l'Administration et de l'Intérieur par l'intermédiaire du Bureau National Interpol.

### 5.3. La reconnaissance des jugements étrangers

La Convention Européenne sur la valeur internationale des jugements répressives (La Haye, le 28 mai 1970) ratifiée par la Roumanie par l'Ordonnance du Gouvernement de Roumanie 90/1999 qui a été approuvée par la Loi no. 35/2000, adoptée par le Parlement de Roumanie. L'Autorité Centrale est le Ministère de Justice.

## Chapitre 6

### Les autorités compétentes, points de contact et liens utiles

Florin Răzvan RADU Directeur, Direction du Droit International, Coopération Judiciaire et Affaires Juridique Etrangères	Ministère de la Justice	Rue Apolodor 17, 5 <sup>e</sup> arrondissement, Bucarest	Tel : +40213141514 Fax : +40213101662 <a href="mailto:rradu@just.ro">rradu@just.ro</a>	FR EN
Mariana ZAINEA Chef du Service pour la coopération judiciaire internationale en matière pénale E/A/T	Ministère de la Justice	Rue Apolodor 17, 5 <sup>e</sup> arrondissement, Bucarest	Tel : +40213141514 Fax : +40213101662 <a href="mailto:mzainea@just.ro">mzainea@just.ro</a>	EN ES
Teodor Ion ANASTASIU Conseiller Juridique, Service pour la coopération judiciaire internationale en matière pénale E/A/T	Ministère de la Justice	Rue Apolodor 17, 5 <sup>e</sup> arrondissement, Bucarest	Tel : +40213141514 Fax : +40213101662 <a href="mailto:tanastasiu@just.ro">tanastasiu@just.ro</a>	EN FR

Ana PLOSCA Conseiller Juridique, Service pour la coopération judiciaire internationale en matière pénale	Ministère de la Justice	Rue Apolodor 17, 5 <sup>e</sup> arrondissement, Bucarest	Tel : +40213141514 Fax : +40213101662 <a href="mailto:aplosca@just.ro">aplosca@just.ro</a>	EN
Delia OLTEANU Conseiller Juridique, Service pour la coopération judiciaire internationale en matière pénale E/A/T	Ministère de la Justice	Rue Apolodor 17, 5 <sup>e</sup> arrondissement, Bucarest	Tel : +40213141514 Fax : +40213101662 <a href="mailto:deliaolteanu@just.ro">deliaolteanu@just.ro</a>	EN/FR
Catalina Gabriela MIRON Conseiller Juridique, Service pour la coopération judiciaire internationale en matière pénale E/A/T	Ministère de la Justice	Rue Apolodor 17, 5 <sup>e</sup> arrondissement, Bucarest	Tel : +40213141514 Fax : +40213101662 <a href="mailto:giron@just.ro">giron@just.ro</a>	EN/IT
Angela NICOLAE Procureur en chef de la Section pour coopération internationale, intégration européenne, informations publiques et relations de presse A	Parquet auprès la Haute Cour de Cassation et de Justice	Le Boulevard de la Liberté no.14, 5 <sup>e</sup> arrondissement, Bucarest	Tel : +40213193877 Fax : +40213193933 <a href="mailto:coop@pcsj.ro">coop@pcsj.ro</a>	EN FR
Daniela BĂDICĂ Procureur en chef du Bureau pour assistance judiciaire internationale, Section pour coopération internationale, intégration européenne, informations publiques et relations de presse A	Parquet auprès la Haute Cour de Cassation et de Justice	Le Boulevard de la Liberté no.14, 5 <sup>e</sup> arrondissement, Bucarest	Tel/Fax : +40213368018 <a href="mailto:badica_daniela@pcsj.ro">badica_daniela@pcsj.ro</a>	FR EN

[http://www.just.ro/rtrv\\_mc.php?param=cji\\_penal](http://www.just.ro/rtrv_mc.php?param=cji_penal)

Le site Internet du Ministère de Justice – Coopération Judiciaire Internationale – Le Guide pour la coopération judiciaire internationale en matière pénale, disponible pour l’instant seulement en roumain, contient les textes des conventions multilatérales / bilatérales auxquelles la Roumanie est partie, la liste des Etats partie, des formulaires.

**ROMANIA**



**MINISTRY OF JUSTICE**

Directorate of International Law, Judicial Cooperation and Foreign Legal Affairs

**Guide of Romanian legislation and procedures  
on international judicial cooperation in criminal matters**

**CONTENTS**

<b>Chapter 1: The Romanian legal and institutional framework on international judicial cooperation in criminal matters – a way towards Romania’s integration into the area of freedom, security and justice of the European Union.....</b>	<b>3</b>
<b>Chapter 2: Extradition .....</b>	<b>4</b>
<b>Chapter 3: Transfer of criminal proceedings.....</b>	<b>8</b>
<b>Chapter 4: Mutual legal assistance.....</b>	<b>9</b>
<b>Chapter 5: Transfer of sentenced persons and validity of foreign judgements.....</b>	<b>11</b>
<b>Chapter 6: Contact details of competent authorities, list of contact points and useful links .....</b>	<b>14</b>

## Chapter 1

### **The Romanian legal and institutional framework on international judicial cooperation in criminal matters – a way towards Romania’s integration into the area of freedom, security and justice of the European Union**

Given the fact that it has reached the final stage of the process of accession to the European Union, Romania has increased efforts in view of its full integration into the common European judicial area. To that end, **the law no. 302/2004 on international judicial co-operation in criminal matters is harmonized with most recent European Union instruments in this field.**

Law No. 302/2004 is an organic law, regulating cooperation procedures on: extradition, surrender based on extradition, European Arrest Warrant, transfer of proceedings in criminal matters, recognition and execution of judgments, the transfer of sentenced persons, rogatory letters, appearance of witnesses, experts and requested persons, service of procedure documents, criminal record.

For each form of judicial cooperation, the law was harmonized with the new instruments of the European Union, such as the Convention on simplified extradition procedure between the Member States of the European Union of 10 March 1995 and the Convention relating to extradition between the Member States of the European Union of 27 September 1996, the European Union Convention on mutual assistance in criminal matters of 29 May 2000 and the Framework-Decision of 13 June 2002 on joint investigation teams

Naturally, the most important measure meant to ensure Romania’s full integration into the common European legal area is the transposition into our national law, through Title III, which will enter force at the date of accession, of the Framework-Decision on the European Arrest Warrant and surrender procedures between Member States.

Considering the further developments on judicial cooperation in criminal matters within the EU, on the 5<sup>th</sup> of January 2006, the Romanian Government aproved a draft law promoted by the Ministry of Justice, amending the Law no. 302/2004. The amending draft law was submitted to the Parliament in February 2006. The main ammdements will transpose the Schengen acquis on judicial cooperation and increase the procedural rights within extradition and surrender procedures, observing the decisions of some Member States Constitutional Courts.

As far as the implementation is concerned, **Romania signed on the 2<sup>nd</sup> of December 2005, a Co-operation Agreement with Eurojust and, accordingly, a Romanian prosecutor will be seconded at the Eurojust’s headquarters in the Hague. Romania participates the the plenary meetings of the Contact points of the European Judicial Network and have set-up a similar Romanian network in this field.**

## Chapter 2

### Extradition

#### 2.1. Legal framework

##### a) Multilateral treaties and conventions

- European Convention on extradition, Paris, 13 December 1957 (ETS 024)
- Additional Protocol to the European Convention on extradition, Strasbourg, 15 October 1975 (ETS 086)
- Second Additional Protocol to the European Convention on extradition, 17 March 1978 (ETS 098)
- Relevant provisions of the UN Conventions

b) Bilateral treaties<sup>5</sup>

Algeria, Brazil, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland<sup>6</sup>, Bosnia and Herzegovina, People's Republic of China, North Korea, Cuba, Egypt, Morocco, Republic of Moldova, Mongolia, Syria, United States of America, Tunisia.

## c) Reciprocity

## d) National legislation

- Constitution of Romania – art. 19
- Law no. 302/2004 on international judicial cooperation in criminal matters.

## 2.2. Extradition procedure

### 2.2.1. Extradition to other states

This section applies both when the extradition is required based on the applicable extradition treaties or on reciprocity basis.

#### a. Extradition of foreign citizens

##### a. 1. Detention of the extraditable person

###### ➤ Provisional arrest for extradition (conditions and channel of communication)

As regard the provisional arrest for extradition this is only upon request, as follows:

- For States Parties to ETS 024: it is possible according to its article 16, via Interpol in principle;
- For other states: it is possible in accordance with the provisions of the bilateral treaty and Law. 302/2004, via Interpol in principle.

###### ➤ Arrest for extradition (conditions and channel of communication)

- According to the provisions of article 46 of the Law no. 302/2004, in urgent cases, the requesting State may request the provisional arrest of the requested person, even in advance of the request for extradition being formulated.
- The request for provisional arrest shall indicate the existence of a warrant for arrest or of detention order, a summary of the facts, indicating in principle the date and the place where the facts have been committed, the relevant law provisions, as well as data on the identity of the person claimed, indicating also the citizenship and the place where the person claimed may be, if this is possible. The request shall be accompanied by translations into Romanian language or into English or French.
- The request for the provisional arrest must be addressed to the Ministry of Justice, directly by mail, telegraph, telex or fax, either by diplomatic channels, or by Interpol.
- The Ministry of Justice proceeds to verify the international regularity of the request, and send the request for provisional arrest to the competent general prosecutor. The general prosecutor attached to the competent court of appeal proceeds to the identification and brings the case before the court of appeal to proceed for his provisional arrest for extradition and to deal with the request for extradition.

<sup>5</sup> With parties to ETS 024: according to article 28 of ETS 024, the Convention supersedes the provisions of any bilateral treaties, conventions or agreements governing extradition between any two Contracting Parties.

<sup>6</sup> As the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is part to the ETS 024, the provisions of the treaty apply to the extradition procedure with Canada, Australia and New Zealand.

- According to the article 46 paragraph 6) of the Romanian law and article 16 of the European Convention of extradition, the provisional arrest may cease if, within a term of 18 days of the proceeded against person's arrest, the Romanian state was not introduced through the request for extradition and the supporting documents and shall cease anyhow after 40 days, if in this period the request for extradition and the necessary documents are not received. The provisional release does not exclude a new arrest in view to extradition, nor the extradition itself, if the request for extradition is subsequently received.
- It should be noted that if the arrest is requested based on a bilateral treaty, the term applies unless the provisions of the bilateral treaty provide other terms longer than 40 days.
- In case that a request for provisional arrest does exist, the competent Romanian authorities proceed to the identification and the arrest of the requested person, on the grounds of the above-mentioned rules. It is not obligatory to proceed to the provisional arrest of the requested person in all the cases.

## **a. 2. Extradition requests**

### ➤ **Channels of communication**

- Communication is done through the Central Authority (Ministry of Justice) or through diplomatic channels, according to the relevant provisions of the applicable treaty.

### ➤ **Form and content of a request**

For the purpose of this procedure, the request shall be supported by:

- a) the original or an authenticated copy of the conviction and sentence or detention order immediately enforceable or of the warrant of arrest or other order having the same effect and issued in accordance with the procedure laid down in the law of the requesting State;
- b) a statement of the offences for which extradition is requested. The time and place of their commission, their legal descriptions and a reference to the relevant legal provisions shall be set out as accurately as possible; and
- c) a copy of the relevant enactments or, where this is not possible, a statement of the relevant law and as accurate a description as possible of the person claimed, together with any other information which will help to establish his identity and nationality.

## **b. Extradition of the Romanian citizens**

Emerged as a necessity within the process of accession to the European Union, the extradition of own citizens to countries that share the same democratic values and respect the fundamental human rights, it has been regulated as an exception in the Law that revises the Constitution.

The republished Constitution, after setting forth the rule according to which Romanian citizens may not be extradited (and expelled) from Romania, provides in Art. 19 paragraph. 2 that "as a derogation from the provisions of paragraph 1, Romanian citizens may be extradited based on international conventions to which Romania is a party, according to the law and based on reciprocity".

Hence, it was necessary to establish through the law the conditions on which Romanian citizens can be extradited from Romania. Starting from the solutions adopted by other States that extradite their own citizens, taking account of the constitutional lawmaker's intention that the extradition of Romanian citizens should be an exception, Law No. 302/2004 sets forth a set of strict and exhaustive conditions on which Romanian citizens can be extradited from Romania, to ensure appropriate protection for them.

Art. 24 provides that "Romanian citizens may be extradited from Romania based on international conventions to which it is a party and based on reciprocity, only if at least one of the following conditions is met:

- a) in view of criminal prosecution and trial, if the Requesting State provides guarantees that are deemed as sufficient that, in case the extradited person is sentenced to deprivation of freedom through a final court decision, the extradited person will be transferred in view of penalty service in Romania;

- b) the extraditable person domiciled on the territory of the Requesting State at the date when the request for extradition was made;
- c) the extraditable person is a citizen also of the Requesting State;
- d) the extraditable person committed the act on the territory of or against a citizen of a Member State of the European Union, if the Requesting State is a member of the European Union."

To that end, a Romanian citizen may be extradited under the following conditions:

- if between Romania and the requesting State is applicable a convention on this matter;
- if the requesting State declare that it also extradites its citizens;
- if there are met the conditions of the article 24 from the Law no. 302/2004.

In case that the extradition is not granted, upon the request of the requesting State, the case is submitted to the competent Romanian authority for criminal proceedings. For this purpose, the files, information and exhibits related to the offence committed by the person claimed shall be transmitted to the Ministry of Justice. Further on, the requesting State will be informed on the result of such procedure.

### ***Nota bene***

*From the date of the accession to the European Union, Romania will be able to apply the provisions of the Framework – Decision on the European Arrest Warrant and the surrender procedures between the Member States of the European Union (EAW). Thus, in relation with the MS of the EU, Romania will replace the extradition procedures with the surrender procedures regulated by the FD on the EAW.*

*To that end, the Title III of Law no. 302/2004, which will enter into force at the above mentioned date, transposed the FD.*

## **Chapter 3 Transfer of criminal proceedings**

### **3.1. Legal framework**

#### a) Multilateral treaties and conventions

- Art. 6 paragraph 2 of the European Convention on extradition, Paris, 13 December 1947 (ETS 024)
- Art. 21 of the European Convention on mutual assistance in criminal matters, Strasbourg, 20 April 1959 (ETS 030)
- European Convention on Transfer of proceedings in criminal matters, Strasbourg, 15 May 1972 (ETS 073)
- Relevant provisions of UN Conventions

#### b) Bilateral treaties

#### c) National legislation

- Law no. 302/2004 on international judicial cooperation in criminal matters

### **3.2. Channels of communication**

The request should be transmitted to directly to

- The Ministry of Justice, if the proceedings are related to the court
- The Prosecutor Office of the High Court of Cassation and Justice, in case that the proceedings are related to the prosecution stage

The request could be also transmitted through diplomatic channels, according to the relevant provisions of the applicable Convention, and than forwarded to Central Authority as it was specified above.

## Chapter 4 Procedure for MLA

### 4.1. Legal framework

- a. Multilateral treaties and conventions
  - European Convention on mutual assistance in criminal matters, Strasbourg, 20 April 1959 (ETS 030) European and its Additional Protocol (ETS 099) and Second Additional Protocol (ETS 182)
  - UN Conventions
- b. Bilateral treaties<sup>7</sup>
  - Albania, Algeria, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Canada, Czech Republic, China, North Korea, Croatia, Cuba, Egypt, France, Greece, Italy, Morocco, Republic of Moldavia, Poland, Russia, Serbia and Montenegro, Syria, Slovakia, United States of America, Tunis, Republic of Hungary.
- c. National legislation
  - Law no. 302/2004 on international judicial cooperation in criminal matters
  - Criminal Procedure Code

### 4.2. Channels of communication (sending, receiving and returning of requests) and required documents

As a general rule, the requests for MLA, addressed to the Romanian judicial authorities should be sent and returned through the central authorities:

- Ministry of Justice, if the proceedings are related to the court;
- Prosecutor Office of the High Court of Cassation and Justice, in case that the proceedings are related to the prosecution stage;
- the Ministry of Administration and Interior, if the request relates to the criminal records.

It should be noted, according to the article 14 of the Law no. 302/2004, requests for MLA **may be sent directly** by the requesting judicial authorities to the requested judicial authorities if the international judicial instrument applicable in the relation between the Requesting State and the Requested State regulates this type of transmission. With the exception of the case mentioned above requests for international judicial assistance, requests can be sent directly by the requesting judicial authorities to the requested judicial authorities in case of emergency; however, in these cases, a copy of these shall be sent simultaneously to the Ministry of Justice or to the Public Prosecutor's Office of the High Court of Cassation and Justice, according to case. The procedures mentioned above shall be used also for transmitting replies to emergency requests for judicial assistance.

Direct transmissions can be made also

- through the International Criminal Police Organisation (Interpol)
- based on agreement between the Requesting and the Requested States, by the proper electronic means, in particular the fax, when available, if the authenticity and confidentiality of the request, as well as the credibility of the data sent are guaranteed.

### 4.3. Request for MLA

---

<sup>7</sup> With countries parties to ETS 030;

See article 26 of ETS 030: "The Convention shall, in respect of those countries to which it applies, supersede the provisions of any treaties, conventions or bilateral agreements governing mutual assistance in criminal matters between any two Contracting Parties. The Convention shall not affect obligations incurred under the terms of any other bilateral or multilateral international convention which contains or may contain clauses governing specific aspects of mutual assistance in a given field.

The Contracting Parties may conclude between themselves bilateral or multilateral agreements on mutual assistance in criminal matters only in order to supplement the provisions of this Convention or to facilitate the application of the principles contained therein.

#### **4.3.1. A request for mutual legal assistance shall include:**

- the requesting authority from the foreign State and the competent authority conducting the investigation or court proceedings to which the request relates;
- the requested authority which the request is addressed to;
- the description of the assistance sought (explicit list of the requested procedural actions);
- a description of the facts alleged to constitute the offence and the text of the relevant law, except the cases of a request for service of documents;
- the name and the address of the person to be served
  - to that end, the address has to include for the cities: the locality, the county (district), the street, number and the apartment house where the person to be served lives, and for the communes: the county (district), the commune and the village; where necessary, it will be also indicated any other data necessary for establishing the address of the person to be served;
  - a request for service of summonses shall be made the Romanian authority no less than 40 days before date on which the appearance of a person is required;
- the reasons for and details of any particular procedure or formalities that the requesting State wants to be followed;
- the indication of any time-limit within which compliance with the request is intended and the reasons for such time-limit;
- other information necessary for the proper execution of the request

The request, supporting documents and subsequent communications shall be accompanied by a translation either into Romanian language or into English or French

#### **4.3.2 List of measures which may be provided**

MLA can notably include:

- taking evidence or statements from persons
- hearing (including interrogation and confrontation, identification of persons and objects)
- service of judicial documents
- searches and seizures
- providing information and evidentiary items
- providing originals or certified copies of relevant documents and records
- use of special investigative means
- judicial records and exchange of information from judicial records

## **Chapter 5**

### **Transfer of sentenced persons and validity of foreign judgements**

#### **5.1. Legal framework**

- a) Multilateral treaties and conventions
  - Convention on the Transfer of Sentenced Persons, Strasbourg, 21 March 1983 (ETS 112)
  - Additional Protocol on Convention on the Transfer of Sentenced Persons, Strasbourg, 18 December 1997 (ETS 167)
  - European Convention on international validity of criminal judgments, Hague, 28 May 1970 (ETS 070)
- b) Bilateral treaties
- c) National legislation
  - Law no. 302/2004 on international judicial cooperation in criminal matters
  - Criminal Procedure Code

#### **5.2. Transfer of sentenced persons**

##### **5.2.1. Conditions**

The transfer of the person in case could take place, under certain conditions:

- 1) if the person is a national of the administering State, when Romania is the sentencing State;
- 2) if the judgment is final, when Romania is the sentencing/administering State;
- 3) if, at the time of the receipt of the request for transfer, the person in case still has at least 6 months of the sentence or if the sentence is an indeterminate sentence, when Romania is the sentencing/administering State;
- 4) if the transfer is consent to by the person in case, or where in view of his age or his physical or mental condition, by the sentenced person's legal representative, when Romania is the sentencing/administering State;
- 5) if the acts or omissions on account on which the sentence has been imposed constitute a criminal offence according to the law of the administering State or would constitute if it would be committed on its territory, when Romania is the administering State;
- 6) if there is an agreement on this matter.<sup>8</sup>

### 5.2.2. Transfer from Romania

If a person sentenced by the Romanian judicial authority is seeking to be transferred to the administering State, he may made a request addressed either to the National Administration of the Penitentiaries trough the Penitentiary direction or directly to the Ministry of Justice as the central authority coordinating the procedure. The transfer may be also request by the administering State trough its central authority when the person sentenced understood to address to this one.

- a) For the purpose of this procedure, the Ministry of Justice will collect the relevant documents and will transmit this one to the central authority from the administering State. Further, the administering State has to provide the followings:
  - i. a certificate or a statement that the sentenced person is a national of that one;
  - ii. a copy or a certificate of the relevant law of the provisions revealing that the acts or omissions on account on which the sentence has been imposed constitute a criminal offence according to the law of the administering State or would constitute if it would be committed on its territory;
  - iii. a statement on the manner of enforcement: immediate enforcement of the sentence or covert the sentence into a decision of the administering State.
  - iv. the documents shall be accompanied by a translation into Romanian language or into one of the language accepted in accordance with the applicable convention, usually English or French.
- b) As soon as the administering communicates the documents specified above, the Ministry of Justice exams the documents and, if need be, takes the necessary measures to assure that the documentation is complete indicating to the administering State the documents that has to be further transmitted, as well as to translate the documents. The documentation is transmitted further to the competent prosecutor office for bringing the case before the court in order to decide to. The decision could be appealed by the sentenced person as well as by the prosecutor to the High Court of Cassation and Justice. The final decision is communicated to the Ministry of Justice which informs the administering State on the decision issued by the Romanian court.
- c) The take over procedure is handled by the Ministry of Administration and Interior trough the Interpol National Office.

### 5.2.3 Transfer to Romania

If is the case of a Romanian citizen sentenced by the judicial authorities of the sentencing State, the transfer may be requested by the sentenced person himself either directly to the Ministry of Justice of Romania or trough the Romanian Embassy, or by the sentencing State.

---

<sup>8</sup> According to the Romanian law the decision on the transfer of the sentenced person is issued by the competent judicial authority, in accordance with the national legislation. The main characteristic of this procedure is that only the judicial authority is empowered to decide on the request for the transfer, and that has the sole power to take the appropriate decisions. The Ministry of Justice is entitled only to coordinate the procedure with a view to facilitate the procedure in practice (as registering the request, centralizing and preparing the documents provided the administering\sentencing State, transmitting the documents), but also to assure that the procedure is ruled in a promptly manner.

- a) For the purpose of this procedure, the sentencing State shall transmit to the Ministry of Justice to Romania the following:
- i. personal data of the sentenced person concerning name as well as the day and place of birth, and his address;
  - ii. a statement of the facts committed;
  - iii. a certified copy of the final decision as well as of the relevant law
  - iv. information on the service of the sentence, including data on any pre-custodial detention ;
  - v. the consent of the sentenced person on his transfer, or if the sentenced person is the subject to an expulsion or detention order, his declaration;
  - vi. the medical or social report concerning the sentenced person, any information on the treatment followed by and indication of any medical prescription.
  - vii. the documents shall be accompanied by a translation into Romanian language or into one of the language accepted in accordance with the applicable convention, usually English or French
- b) The documents will be examined by the Ministry of Justice and transmitted to the competent prosecutor office for bringing the case before the court in order to decide to. The decision could be appealed by the sentenced person as well as by the prosecutor to the High Court of Cassation and Justice. The final decision is communicated to the Ministry of Justice which informs the administering State on the decision issued by the Romanian court.
- c) The take over procedure is handled by the Ministry of Administration and Interior through the Interpol National Office.

### 5.3. Validity of foreign judgements

European Convention on International Validity of Criminal Judgments (Hague, 28 May 1970) ratified by the Romania Ordinance of the Government of Romania 90/1999 which was approved by the Law no. 35/2000, adopted by the Parliament of Romania. The Central Authority is the Ministry of Justice.

## Chapter 6

### Contact details of competent authorities, list of contact points and useful links

Florin Răzvan RADU Director, Directorate of International Law, Judicial Cooperation and Foreign Legal Affairs	Ministry of Justice	17, Apolodor Street, 5th Sector, Bucharest	Tel : +40 21.314.15.14 Fax : +40.21.310.16.62 <a href="mailto:rradu@just.ro">rradu@just.ro</a>	FR EN
Mariana ZAINEA Head of Division for International Judicial Cooperation In Criminal Matters Directorate of International Law, Judicial Cooperation and Foreign Legal Affairs E/A/T	Ministry of Justice	17, Apolodor Street, 5th Sector, Bucharest	Tel : +40 21.314.15.14 Fax : +40.21.310.16.62 <a href="mailto:mzainea@just.ro">mzainea@just.ro</a>	EN ES

<p>Teodor Ion ANASTASIU Legal Advisor, Division for International Judicial Cooperation In Criminal Matters Directorate of International Law, Judicial Cooperation and Foreign Legal Affairs E/A/T</p>	<p>Ministry of Justice</p>	<p>17, Apolodor Street, 5th Sector, Bucharest</p>	<p>Tel : +40 21.314.15.14 Fax : +40.21.310.16.62 <a href="mailto:tanastasiu@just.ro">tanastasiu@just.ro</a></p>	<p>EN FR</p>
<p>Ana PLOSCA Legal Advisor, Division for International Judicial Cooperation In Criminal Matters Directorate of International Law, Judicial Cooperation and Foreign Legal Affairs E/A/T</p>	<p>Ministry of Justice</p>	<p>17, Apolodor Street, 5th Sector, Bucharest</p>	<p>Tel : +40 21.314.15.14 Fax : +40.21.310.16.62 <a href="mailto:aplosca@just.ro">aplosca@just.ro</a></p>	<p>EN</p>
<p>Delia Luiza Gabriela OLTEANU Legal Advisor, Division for International Judicial Cooperation In Criminal Matters Directorate of International Law, Judicial Cooperation and Foreign Legal Affairs E/A/T</p>	<p>Ministry of Justice</p>	<p>17, Apolodor Street, 5th Sector, Bucharest</p>	<p>Tel : +40 21.314.15.14 Fax : +40.21.310.16.62 <a href="mailto:deliaolteanu@just.ro">deliaolteanu@just.ro</a></p>	<p>EN/FR</p>
<p>Catalina Gabriela MIRON Legal Advisor, Division for International Judicial Cooperation In Criminal Matters Directorate of International Law, Judicial Cooperation and Foreign Legal Affairs E/A/T</p>	<p>Ministry of Justice</p>	<p>17, Apolodor Street, 5th Sector, Bucharest</p>	<p>Tel : +40 21.314.15.14 Fax : +40.21.310.16.62 <a href="mailto:giron@just.ro">giron@just.ro</a></p>	<p>EN/IT</p>
<p>Angela NICOLAE Chief Prosecutor of the Division for International Cooperation, European Integration, Public Information and Press Relations A</p>	<p>General Prosecution Office attached to the High Court of Cassation and Justice</p>	<p>14, Libertatii Avenue 5th Sector, Bucharest</p>	<p>Tel. 40 21.319.38.77 Fax + 40 21.319.39.33 <a href="mailto:coop@pcsj.ro">coop@pcsj.ro</a></p>	<p>EN FR</p>

<p>Daniela BĂDICĂ</p> <p>Chief Prosecutor of the Office for International Judicial Assistance</p> <p>Division for International Cooperation, European Integration, Public Information and Press Relations</p> <p>A</p>	<p>General Prosecution Office attached to the High Court of Cassation and Justice</p>	<p>14, Libertatii Avenue</p> <p>5th Sector, Bucharest</p>	<p>Tel / Fax : + 40 21.3368018</p> <p><a href="mailto:badica_daniela@pcsj.ro">badica_daniela@pcsj.ro</a></p>	<p>FR EN</p>
--	---	---	--	--------------

The Ministry of Justice web site – International Judicial Cooperation – Guide for international judicial cooperation in criminal matters, available only in Romanian language

[http://www.just.ro/rtrv\\_mc.php?param=cooperare\\_judiciara\\_internationala](http://www.just.ro/rtrv_mc.php?param=cooperare_judiciara_internationala)

**ROMANIA**  
**Ministry of Justice**  
**Directorate of International Law, Judicial Cooperation and Foreign Legal Affairs**

---

**No. 19679/2006**

**List of the bilateral and multilateral treaties related to international judicial cooperation in criminal matters to which Romania became party, as of 28/2/2006**

**A. Treaties ratified or having been the subject of an accession under the aegis of the United Nations**

1. United Nations Convention against Corruption in Merida, Mexico, December, 2003;
2. United Nations Convention against Transnational Organized Crime, New York, 2000;
3. Protocol to prevent, suppress and punish trafficking in person, especially women and children New York, 2000;
4. Protocol against the Smuggling of Migrants by Land, Sea and Air, New York, 2000
5. Protocol against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Their Parts and Components and Ammunition, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime, 2001;
6. Single Convention on Narcotics Drugs, 1961, as amended by the Protocol from 1972 amending the Single Convention on Narcotics Drugs, 1961; UN Convention on Psychotropic Substances, 1971;
7. UN Convention against the Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances, 1988
8. [Convention on Offences and Certain Other Acts Committed On board Aircraft \("Tokyo Convention", 1963--safety of aviation\);](#)
9. [Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft \("Hague Convention", 1970--aircraft hijackings, was ratified by Romania in 1972, Decree no. 143/1972;](#)
10. [Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation \("Montreal Convention", 1971--applies to acts of aviation sabotage such as bombings aboard aircraft in flight\);](#)
11. [Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons \(1973- outlaws attacks on senior government officials and diplomats\);](#)
12. [International Convention against the Taking of Hostages \("Hostages Convention", 1979\),](#) to which Romania acceded in 1990, Decree no. 111/1990;
13. [Convention on the Physical Protection of Nuclear Material \("Nuclear Materials Convention", 1980--combats unlawful taking and use of nuclear material;](#)
14. [Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, supplementary to the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation \(Extends and supplements the Montreal Convention on Air Safety\), \(1988\);](#)
15. [Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigation, \(1988--applies to terrorist activities on ships\);](#)
16. [Protocol for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Fixed Platforms Located on the Continental Shelf \(1988--applies to terrorist activities on fixed offshore platforms\);](#)
17. [Convention on the Marking of Plastic Explosives for the Purpose of Detection \(1991--provides for chemical marking to facilitate detection of plastic explosives, e.g., to combat aircraft sabotage\);](#)
18. International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism (1999);
19. [International Convention for the Suppression of Terrorist Bombing \(1997\).](#)

## B. Treaties ratified or having been the subject of an accession under the aegis of the Council of Europe

No.	Title			Opening of the treaty	Entry into force	E.	N.	C.
024	<a href="#">European Convention on Extradition</a>			13/12/1957	18/4/1960	X	X	
	Signature: 30/6/1995	Ratification or accession: 10/9/1997	Entered into force: 9/12/1997					
030	<a href="#">European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters</a>			20/4/1959	12/6/1962	X	X	
	Signature: 30/6/1995	Ratification or accession: 17/3/1999	Entered into force: 15/6/1999					
052	<a href="#">European Convention on the Punishment of Road Traffic Offences</a>			30/11/1964	18/7/1972	X	X	
	Signature: 24/7/1995	Ratification or accession: 25/2/1998	Entered into force: 26/5/1998					
070	<a href="#">European Convention on the International Validity of Criminal Judgments</a>			28/5/1970	26/7/1974	X	X	
	Signature: 20/11/1997	Ratification or accession: 8/6/2000	Entered into force: 9/9/2000					
073	<a href="#">European Convention on the Transfer of Proceedings in Criminal Matters</a>			15/5/1972	30/3/1978	X	X	
	Signature: 20/11/1997	Ratification or accession: 8/6/2000	Entered into force: 9/9/2000					
082	<a href="#">European Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitation to Crimes against Humanity and War Crimes</a>			25/1/1974	27/6/2003	X	X	
	Signature: 20/11/1997	Ratification or accession: 8/6/2000	Entered into force: 27/6/2003					
086	<a href="#">Additional Protocol to the European Convention on Extradition</a>			15/10/1975	20/8/1979	X	X	
	Signature: 30/6/1995	Ratification or accession: 10/9/1997	Entered into force: 9/12/1997					
088	<a href="#">European Convention on the International Effects of Deprivation of the Right to Drive a Motor Vehicle</a>			3/6/1976	28/4/1983	X	X	
	Signature: 24/7/1995	Ratification or accession: 10/9/1997	Entered into force: 11/12/1997					
090	<a href="#">European Convention on the Suppression of Terrorism</a>			27/1/1977	4/8/1978			
	Signature: 30/6/1995	Ratification or accession: 2/5/1997	Entered into force: 3/8/1997					
097	<a href="#">Additional Protocol to the European Convention on Information on Foreign Law</a>			15/3/1978	31/8/1979	X	X	
		Ratification or accession: 26/4/1991	Entered into force: 27/7/1991					
098	<a href="#">Second Additional Protocol to the European Convention on Extradition</a>			17/3/1978	5/6/1983	X	X	
	Signature: 30/6/1995	Ratification or accession: 10/9/1997	Entered into force: 9/12/1997					
099	<a href="#">Additional Protocol to the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters</a>			17/3/1978	12/4/1982	X	X	
	Signature: 15/2/1996	Ratification or accession: 17/3/1999	Entered into force: 15/6/1999					
101	<a href="#">European Convention on the Control of the Acquisition and Possession of Firearms by Individuals</a>			28/6/1978	1/7/1982	X	X	
	Signature: 24/7/1995	Ratification or accession: 7/12/1998	Entered into force: 1/4/1999					
112	<a href="#">Convention on the Transfer of Sentenced Persons</a>			21/3/1983	1/7/1985	X	X	
	Signature: 30/6/1995	Ratification or accession: 23/8/1996	Entered into force: 1/12/1996					
116	<a href="#">European Convention on the Compensation of Victims of Violent Crimes</a>			24/11/1983	1/2/1988	X	X	
	Signature: 8/4/2005	Ratification or accession: 15/2/2006	Entered into force: 1/6/2006					
141	<a href="#">Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime</a>			8/11/1990	1/9/1993	X	X	
	Signature: 18/3/1997	Ratification or accession: 6/8/2002	Entered into force: 1/12/2002					
156	<a href="#">Agreement on illicit traffic by sea, implementing Article 17 of the United Nations Convention against illicit traffic in narcotic drugs and psychotropic substances</a>			31/1/1995	1/5/2000	X	X	

	Signature: 19/3/1998	Ratification or accession: 26/8/2002	Entered into force: 1/12/2002					
167	<a href="#">Additional Protocol to the Convention on the Transfer of Sentenced Persons</a>			18/12/1997	1/6/2000	X	X	
	Signature: 8/4/1998	Ratification or accession: 7/12/2001	Entered into force: 1/4/2002					
173	<a href="#">Criminal Law Convention on Corruption</a>			27/1/1999	1/7/2002	X	X	X
	Signature: 27/1/1999	Ratification or accession: 11/7/2002	Entered into force: 1/11/2002					
182	<a href="#">Second Additional Protocol to the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters</a>			8/11/2001	1/2/2004	X	X	
	Signature: 8/11/2001	Ratification or accession: 29/11/2004	Entered into force: 1/3/2005					
185	<a href="#">Convention on Cybercrime</a>			23/11/2001	1/7/2004	X	X	
	Signature: 23/11/2001	Ratification or accession: 12/5/2004	Entered into force: 1/9/2004					
190	<a href="#">Protocol amending the European Convention on the Suppression of Terrorism</a>			15/5/2003				
	Signature: 15/5/2003	Ratification or accession: 29/11/2004						
191	<a href="#">Additional Protocol to the Criminal Law Convention on Corruption</a>			15/5/2003	1/2/2005	X	X	X
	Signature: 9/10/2003	Ratification or accession: 29/11/2004	Entered into force: 1/3/2005					

**Total: 23 treaties**

## C. Bilateral treaties

### C.1. Extradition

- 1) Convention on Extradition between Romania and the United Kingdom, 1893;
- 2) Convention on Extradition concluded and signed in Bucharest, between Romania and United States of America, on 23 July 1924;
- 3) Treaty between Romania and The People's Republic of China on extradition, signed in Bucharest on 1 July 1996, ratified through Law No. 118/1998;
- 4) Convention between Romania and The Arab Republic of Egypt on judicial assistance in criminal matters, the transfer of sentenced persons and extradition, signed in Cairo on 28 July 2001, ratified through Law No. 438/2002.

\*Nota bene

***Romania is also applying the stipulations on extradition included in the bilateral conventions and treaties on judicial and legal assistance, to the extent that the States with which these agreements were concluded are not parties to the European Convention on Extradition.***

### C.2. Mutual legal assistance in criminal matters

- 1) Treaty between Romania and the Republic of Albania on judicial assistance in civil, family and criminal cases, concluded in Tirana, 12 September 1960;
- 2) Convention for judicial assistance in civil, family and criminal cases between Romania and the Democratic People's Republic of Algeria, Bucharest, 28 June 1979;
- 3) Convention between Romania and the Kingdom of Belgium on extradition and judicial assistance in criminal matters, concluded in Bucharest on 14 October 1976 and its Additional Protocol, made in Brussels on 26 March 1982;
- 4) Agreement between the Government of Romania and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the freezing and confiscation of proceeds from and instruments used in the perpetration of offences, signed in Bucharest on 14 November 1995;
- 5) Treaty between Romania and the Republic of Bulgaria on judicial assistance in civil, family and criminal cases, concluded in Sofia on 3 December 1958;

- 6) Agreement between Romania and the P.D.R of Korea on judicial assistance in civil, family and criminal cases, concluded in Phenian, on 2 November 1971;
- 7) Convention between Romania and the Republic of Cuba on judicial assistance in civil, family and criminal cases;
- 8) Convention between Romania and the Arab Republic of Egypt on judicial assistance in criminal matters, on the transfer of sentenced persons and on extradition, signed in Cairo on 28 July 2001, ratified through Law No. 438/2002;
- 9) Convention between Romania and the Republic of France on judicial assistance in criminal matters and extradition, concluded in Paris on 5 November 1974;
- 10) Convention on judicial assistance in civil and criminal matters between Romania and the Republic of Greece made in Bucharest on 19 October 1972;
- 11) Convention between Romania and the Republic of Italy on judicial assistance in civil and criminal matters, concluded in Bucharest on 11 November 1972;
- 12) Treaty between Romania and the Federal Republic of Yugoslavia on judicial assistance, concluded in Belgrade on 18 October 1960 and its Additional Protocol, signed in Bucharest on 21 January 1972;
- 13) Convention between Romania and the Kingdom of Morocco on judicial assistance in civil and criminal matters concluded in Rabat on 30 August 1972;
- 14) Treaty between Romania and the Republic of Mongolia on judicial assistance in civil, family and criminal cases, concluded in Ulan Bator, on 25 November 1972;
- 15) Convention between Romania and the Syrian Arab Republic on judicial assistance in civil, family and criminal matters, signed in Damascus, on 2 December 1978;
- 16) Convention between Romania and the Republic of Tunisia on judicial assistance in civil and criminal matters, concluded in Tunis on 6 March 1971;
- 17) Convention on judicial assistance in civil and criminal matters between Romania and the Republic of Turkey, signed in Ankara on 25 November 1988;
- 18) Treaty between Romania and the Republic of Hungary on judicial assistance in judicial assistance in civil, family and criminal cases, signed in Bucharest on 7 October 1958;
- 19) Treaty between Romania and the former U.S.S.R. on the granting of judicial assistance in civil, family and criminal cases, signed in Moscow on 3 April 1958, to which the Russian Federation declared to be the successor;
- 20) Convention between Romania and the Republic of Moldova on judicial assistance in civil and criminal matters, signed in Chisinau on 6 July 1996;
- 21) Treaty between Romania and the United States of America on judicial assistance in criminal matters, signed in Washington on 26 May 1999;
- 22) Treaty on mutual judicial assistance in criminal matters between Romania and Canada, signed in Washington on 25 May 1998;
- 23) Treaty on judicial assistance in civil and criminal matters between Romania and the People's Republic of China, signed in Beijing on 16 January 1991, ratified through Law No. 12/1992.

### **C. 3. Transfer of sentenced persons**

- 1) Convention between Romania and the Republic of Turkey on the transfer of sentenced persons, made in Ankara on 28 May 1991;
- 2) Convention between Romania and the Arab Republic of Egypt on judicial assistance in criminal matters, transfer of sentenced persons and extradition, signed in Cairo on 28 July 2001, ratified through Law No. 438/2002;
- 3) Treaty between Romania and the Republic of Moldova on judicial assistance in civil and criminal matters, signed in Chisinau on 6 July 1996.